

Les limites de la financiarisation de l'agriculture en Argentine

De nouvelles formes d'agriculture fortement financiarisée émergent dans un contexte spécifique à l'Argentine. Si ces formes contribuent au boom agricole argentin, elles suscitent des réserves en termes d'impacts économique, social et environnemental. Ce phénomène s'inscrit plus généralement dans un contexte de montée des agro-investissements et de remise en cause de l'agriculture familiale. Les limites du cas argentin invitent à considérer avec précaution une conception purement financière de l'agriculture, qui nie son caractère multifonctionnel et son lien au territoire.

L'agriculture et l'agroalimentaire en Argentine connaissent depuis une dizaine d'années un très fort essor. La valeur des exportations a doublé depuis 2002 et le secteur agroalimentaire offre au gouvernement argentin 45 % de son budget grâce à de lourdes taxes aux exportations. Une partie de ce boom est attribuée au développement de nouveaux modes de production controversés, liés à la financiarisation de l'agriculture¹. Ce nouveau modèle de production s'organise autour de deux dispositifs emblématiques : le fonds d'investissement agricole, dont la vocation est d'investir dans la production, et le « pool de culture », qui associe temporairement (parfois pour une seule saison) le propriétaire de la terre, le prestataire de services agricoles, un cabinet de conseil et des investisseurs. Les pools concernent essentiellement les grandes cultures et notamment le soja. Ils sont très variés et vont du petit regroupement informel au pool « officiel » adossé à un fonds d'investissement légal, enregistré sous une forme facilement dissoluble, la fiducie, et couvrant de 1 000 à plus de 50 000 ha. En 2002, soit au début de la deuxième vague de multiplication des pools, la surface cultivée par des pools représentait 10 % des surfaces en grandes cultures.

L'émergence de cette nouvelle forme d'agriculture a été favorisée par différents facteurs plutôt spécifiques à l'Argentine :

- la concentration de la propriété foncière et la faiblesse de l'agriculture familiale ;
- les fortes incertitudes qui pèsent sur le secteur agricole (aléas climatiques, variabilité des revenus en l'absence de soutiens, instabilité politique³) et face auxquelles les pools représentent une forme de gestion du risque par la flexibilité temporelle et géographique qu'ils offrent ;

1. Cette note se base notamment sur le dossier « L'Argentine face au défi de la financiarisation » du *Demeter 2009*.

2. La non-prise en compte de ces formes émergentes dans les statistiques agricoles rend difficile leur caractérisation.

3. En Argentine, la tradition péroniste, actuellement de retour au pouvoir, s'appuie sur la classe ouvrière urbaine au détriment d'un secteur agricole fortement taxé et devant produire à bas prix.

- une rentabilité du secteur agricole plus forte que celle des autres secteurs et la faible confiance des Argentins dans le système bancaire (notamment suite aux débâcles financières des années 1990) qui font de l'agriculture un choix d'investissement attractif, même pour de petits capitaux ;
- la possibilité de mettre en œuvre des itinéraires techniques intensifs et simplifiés sur de très grandes surfaces (les surfaces en semis direct ont été multipliées par 20 depuis 1990).

Cette agriculture de pool a permis, au moins dans un premier temps, une augmentation de la production, de certains emplois et des ressources fiscales. Néanmoins, d'autres conséquences économiques, sociales et environnementales sont plus discutables. Compte tenu de son organisation, cette forme d'agriculture bénéficie très peu aux territoires ruraux. Tournée vers l'export, elle contribue en outre à la fragilité de l'économie du pays par son poids et sa très forte spécialisation, 20 % du budget argentin dépend ainsi essentiellement du soja. Sur le plan social, l'absence de lien au territoire contribue à déliter le tissu rural, les espaces de production devenant des endroits de passage où la population locale est témoin du phénomène mais n'y participe pas. La multiplication des pools a provoqué l'augmentation des loyers agricoles et conduit beaucoup de producteurs locaux à renoncer à leur activité. Le chômage contraint à émigrer et les sociabilités rurales s'affaiblissent. D'un point de vue environnemental, l'objectif de rentabilité à court terme et l'absence de lien durable avec la terre favorisent le développement de monocultures très intensives et font passer au second plan les objectifs de maîtrise des pollutions et de maintien de la fertilité des sols.

La pérennité de cette nouvelle forme d'agriculture reste donc incertaine. Si plusieurs déterminants économiques continuent à lui être favorables (perspectives de marges intéressantes, diversification géographique internationale des investissements, faiblesse des alternatives non agricoles pour les investisseurs), les prix agricoles mondiaux actuellement très bas pourraient augurer d'une nouvelle période de moindre rentabilité du secteur. On observe d'ailleurs depuis début 2009 un certain retrait des investisseurs du secteur agricole. De plus, ces systèmes très intensifs sont particulièrement sensibles à la hausse du prix du pétrole (mécanisation, intrants, transport, etc.).

Malgré ses limites, ce modèle d'agriculture financiarisée commence à apparaître dans d'autres pays d'Amérique latine sous l'impulsion d'investisseurs majoritairement argentins qui tentent de répartir leur risque sur une échelle géographique plus large. On observe plus généralement une tendance récente à la montée des investissements agro-industriels au détriment de l'agriculture familiale⁴. Les stratégies de sécurisation de l'approvisionnement alimentaire menées par certains pays, le changement climatique qui libère des terres particulièrement favorables à une agriculture très intensive en capital et des innovations techniques permettant à ces grandes exploitations de rester compétitives pourraient contribuer à amplifier le phénomène.

Une telle conception purement financière de l'agriculture, qui nie son caractère multifonctionnel et son lien aux territoires, suscite des réserves, au moment même où plusieurs expertises internationales soulignent à l'inverse la multifonctionnalité⁵ et la contribution décisive de l'agriculture familiale à l'essor durable des pays en développement⁶.

Marie-Aude Even
Chargée de mission Agricultures du monde
Centre d'études et de prospective
marie-aude.even@agriculture.gouv.fr

4. Compte rendu de la séance du 27 mai 2009 à l'Académie d'Agriculture de France : *Structures des exploitations agricoles dans le monde au XXe siècle*, par André Neveu.

5. Note de veille n°6, MAAP-SDPE, avril 2009, *L'IAASTD : une expertise internationale qui marque un changement de paradigme pour l'agriculture et le développement*.

6. Banque mondiale, 2008, *Rapport sur le développement dans le monde*.